

Une association vouée aux intérêts des Indigènes au Canada

Louis-Edmond Hamelin

Volume 10, numéro 19, 1965

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/020572ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/020572ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Hamelin, L.-E. (1965). Une association vouée aux intérêts des Indigènes au Canada. *Cahiers de géographie du Québec*, 10(19), 136–139.
<https://doi.org/10.7202/020572ar>

York in southern New England. Jan Lundgren, of McGill, presented a preliminary analysis of the tourist industry in the province of Québec focusing primary attention on the geographic distribution of facilities available for overnight accommodations. F. C. Innes, also of McGill, in a concluding paper urged increasing study of morphologic landscape elements reflecting the historical geography of Québec. Cemetery Geography was suggested.

Nearly 50 Association members attended the business meeting at which wide ranging discussions took place concerning several constitutional changes. Among topics discussed were the composition of the nominating committee, attempts at stimulating more New England oriented research, better professional liaison with secondary and elementary teachers, a more definitive outline of the duties of the officers, the publishing of an additional newsletter, and a clarification of fiscal policies of the organization. Lewis M. Alexander, of the University of Rhode Island, was elected President. Bill Wallace, of the University of New Hampshire, Vice President, and Terry Burke, of the University of Massachusetts, Secretary-Treasurer. It was decided to hold the 1966 annual meeting of the Division at St. Anselm's College, Manchester, N. H., sometime during the month of October. The exact date is to be established later.

The Banquet, preceded by a cocktail hour sponsored by the University, was held Saturday evening at the Pollack Building on the Laval campus. Once more the kindness and hospitality of our French Canadian hosts was most evident. The Banquet concluded with an address by Nicholas Helburn, of the High School Geography Project, and appropriate remarks by John Fraser Hart of the Central Office of the Association in Washington. Hart discussed the availability of U. S. government funds for various aspects of geographic research and discussed recent Association affairs. Helburn presented arguments for the increased participation by professional geographers in secondary school curriculum development, stressing the point that materials should be developed for such use before geography can more effectively compete with other fields in the secondary schools. His remarks were well received.

It is difficult to sum up in a few words the host of impressions established by the first meeting of the Division in Canada. The charm of the French Canadian landscape, the very distinct cultural impact, the marvelous physical facilities of the Institute of Geography at Laval, the well-organized program to which great credit is due John M. Crowley, and perhaps more than any other fact, the warmth and hospitality of our French Canadian associates, tended to make this heavily attended meeting one of innumerable pleasant and lasting impressions. In retrospect, only one factor tended to somewhat dampen the proceedings, the stagnant low pressure system which seemingly found a home over Québec City for the period of the meetings.

Harold A. MEEKS,
University of Vermont.

Une association vouée aux intérêts des Indigènes du Canada

L'Indian-Eskimo Association of Canada (IEA) est peut-être la plus puissante société du genre au pays. Institutionnalisée en 1960 par une charte fédérale, elle est issue de l'Association canadienne pour l'éducation des adultes qui, en 1958, avait créé une Commission nationale des Canadiens de sang indien. L'Association des Indigènes du Canada est née d'une prise de conscience des mauvaises conditions de vie des Indiens. Encore maintenant, la moitié des familles indiennes

ne gagnent pas 1,000 dollars par an. Guère plus de 10% des maisons ont l'eau courante. La scolarisation n'atteint qu'une partie des jeunes et n'intéresse guère que le niveau primaire. Le chômage est dix fois plus élevé chez les Indiens que chez les autres Canadiens. De tels faits ont servi à créer le mouvement d'émotion qui a présidé à la naissance de l'organisation.

Structure et activités de l'Association

La situation à corriger a dicté les objectifs à atteindre. Pour l'Indien, l'on réclame une « égalité dans l'opportunité » ; il devrait pouvoir profiter des mêmes services que les autres citoyens. L'*IEA* cherche à améliorer la situation des indigènes sur les plans de la santé, de l'habitat, de l'éducation et du travail. L'Association voudrait même intégrer les Indiens dans le Canada moderne. Afin d'atteindre ses buts, l'Association dépasse le seul plan de l'assistance directe qui blesse l'Indien pour travailler au niveau des structures dont les changements corrigerait les maux à la racine. L'*IEA* veut briser le « cycle de pauvreté ». Enfin, l'Association travaille non seulement pour les Indiens mais avec eux et, en 1965, 40% des gouverneurs ont du sang indigène. Au tout début, l'intérêt de l'*IEA* était centré sur les seuls Indiens qui, aujourd'hui, sont au nombre de 205,000 ; peu après, l'on s'intéressa en outre aux Esquimaux (13,000) et maintenant l'on songe à englober également les Métis (nombre très approximatif de 200,000) ; au total, l'Association s'intéresse donc à 2% de la population totale du Canada.

Animée notamment par madame W. Harold Clark et E. R. McEwen, l'Association est un organisme bien vivant. Celui-ci compte près de 1,000 membres qui se rattachent à deux catégories, d'abord des individus qui, une fois sur trois, sont des Indigènes, ce qui est fort heureux. Le deuxième groupe est composé d'institutions au nombre d'une centaine ; parmi elles, nous mentionnons différentes Églises du Canada, des coopératives, des sociétés de professeurs, des organismes gouvernementaux, des compagnies commerciales, l'Association des femmes, les scouts, etc. Tous ces groupements permettent à l'*IEA* d'atteindre indirectement 75% de la population du Canada. L'Association est dirigée par un exécutif appuyé sur 54 directeurs qui représentent les populations indigènes et non indigènes de même que les diverses régions du pays. Une grande partie du travail est fait par des comités *ad hoc* dont les membres sont bénévoles. À l'intérieur de l'Association deux « sections » sont mieux organisées ; d'abord celle de l'Ontario, maison-mère du mouvement, point de départ des initiatives et siège de la plupart des réunions. Puis celle du Nord, d'abord organisée en 1960, puis rebâtie vers 1964 ; le *Northern Regional Committee (NOREC)* dont le symbole est un narval prépare pour décembre 1965 un « forum » consacré à *Education for what?* En Colombie et en Alberta, deux autres comités régionaux sont en train d'être mis sur pied. Les méthodes de travail sont diverses mais souvent trois étapes sont franchies dans l'étude d'une question : d'abord, travaux sur le terrain permettant de recueillir une documentation fraîche et de définir précisément le problème, comité régional d'étude, forum public auquel participent des personnages officiels, souvent du gouvernement.

Cette structure, souple mais efficace, a permis de réaliser un nombre impressionnant d'activités. L'*IEA* a présenté des rapports devant un grand nombre d'organismes, par exemple, dès 1960 devant le Comité parlementaire fédéral sur la politique indienne ; elle vient de déposer un mémoire devant la Commission qui s'intéresse à la promotion politique des Territoires du Nord-Ouest. L'*IEA* publie deux séries de dépliants : l'*Indian-Eskimo Association of Canada Bulletin* qui fournit des nouvelles sur le Nord et le *Canadian Indians of Today Bulletin* consacré à présenter au public la biographie des personnalités indigènes, par exemple le Dr Gilbert C. Monture, o. b. e. ; la couverture de ce

dernier bulletin est symbolique : à l'intérieur d'un cercle (lune) un quartier représentant le passé des Indiens et tout le reste suggérant leur brillant avenir. En de nombreux cas, l'*IEA* a influencé le cours des événements dans un sens favorable aux Indigènes. Elle a fait multiplier les contacts entre des organismes officiels et ces Canadiens authentiques ; certains dialogues uniques ont pu ainsi s'établir. De plus, l'*IEA* a fait rencontrer entre eux divers groupes d'Indigènes ; Indiens du Saint-Laurent et ceux des Prairies, Indiens et Esquimaux, etc. Ces rencontres sont essentielles au développement d'un esprit « national ». En outre, les réunions permettent de découvrir et de consacrer un nouveau type de leadership chez ces populations peu structurées. Tout en ce faisant, l'*IEA* saisit le grand public des problèmes des Indigènes et aide à créer une mentalité favorable à la recherche et à l'établissement de solutions heureuses ; ces réalisations d'ordre mental sont peut-être l'un des meilleurs effets de l'*IEA*. Cette dernière participe également à des actions plus concrètes, tel le kiosque indien à l'exposition nationale de 1965, le développement des travaux d'art et d'artisanat, l'installation d'entreprises de production à Cape Croker, en 1964. Le plus bel exemple concerne peut-être les émissions radiophoniques que l'on projette d'ouvrir sous peu à Inuvik et à Frobisher, en collaboration avec la CBC (rapport de R. Alex Sim).

Au-delà, l'*IEA* a fait un grand nombre de suggestions : abandon graduel du système économique des Réserves, passage aux provinces de la juridiction indienne fédérale, formation d'un Ministère des Affaires indiennes, jumelage administratif des affaires indiennes et esquimaudes, utilisation de certains fonds du Centenaire et de l'Arda, enseignement de l'histoire et de la géographie des indigènes dans toutes les écoles du Canada.

Sans aucun doute, l'*IEA* a joué un rôle constructif ; elle a fait naître une nouvelle prise de conscience chez tous, Indiens, Esquimaux et Blancs.

Le congrès de Toronto

Les 21 et 22 octobre, en présence de 100 à 200 personnes, l'*IEA* tenait sa 6^e réunion annuelle. Le programme comportait un discours de l'honorable Arthur Laing, ministre fédéral des Affaires du Nord et des Ressources nationales. Ce dernier rappela d'abord les œuvres du gouvernement en faveur des Indigènes du nord en ce qui concerne la santé, les communications, l'emploi et l'éducation. Relativement à l'habitat, il annonça un programme de rénovation de douze millions qui s'échelonne sur quatre ans. Puis, monsieur Laing parla directement de son voyage récent en Sibérie. Fait original, il fut remercié par un Esquimau, en l'occurrence, George Koneak, de Fort-Chimo.

Le thème général de la réunion portait sur l'*Eradication of Poverty* ; à la première séance, les principaux participants étaient des hommes d'Église, des administrateurs des ministères de l'Immigration (« Section Affaires indiennes »), des Affaires du Nord, des Forêts, des représentants de la nouvelle Compagnie des Jeunes Canadiens, des professeurs. Une affirmation souvent reprise laisse entrevoir que les emplois rémunérés vont se multiplier chez les indigènes.

Le *panel* de la seconde réunion était exclusivement composé d'Indiens de l'Ontario, du Québec et de l'Alberta. Après un repas où l'omble chevalier était au menu, un autre *panel* composé exclusivement d'Esquimaux fut formé. Sans aucun doute, il est fort impressionnant d'entendre les Indigènes parler de leurs propres problèmes et de leur avenir. L'on découvre tout le drame de ces peuples ballotés entre une acculturation totale miroitante et le sentiment profond de rester eux-mêmes. C'est dans un état de forte émotion qu'une jeune femme de l'Arctique oriental répondit à une question sur l'avenir des siens : « Il faut sauver au moins la langue esquimaude si nous ne pouvons garder la chasse ». Il faut noter la franchise et la qualité des réponses que les Indigènes faisaient aux

Blancs. J'ai rarement entendu un dialogue public aussi valable entre Esquimaux et Blancs. Les Sudistes ne peuvent plus échafauder des politiques nordiques sans vraiment consulter les Indigènes.

Conclusion

En mettant ainsi en contact Indigènes et Blancs autour de problèmes qui intéressent les deux groupes, l'*IEA* rend un service signalé à la cause des Indiens et des Esquimaux, mais les activités, on l'a vu, ne se bornent pas là ; pour les affaires indigènes, cette association est devenue une tribune écoutée. L'*IEA* contribue à faire naître une meilleure mentalité. Elle aide à la réalisation de structures favorables, telles les prochaines émissions radiophoniques d'Aklavik. Malgré ce résultat, l'*IEA* sent elle-même que la tâche est loin d'être terminée. L'organisation a toujours été plus ontarienne que pancanadienne (le siège social est d'ailleurs à Toronto, 47, rue Dundonald) ; les deux-tiers des membres viennent de l'Ontario. Le Québec est peu présent dans ce groupement. Je ne crois pas que la cause réside dans une absence d'intérêt à l'égard des Indigènes ; pour sa part, la Direction générale du Nouveau-Québec s'occupe intensément des Esquimaux alors que le Centre d'Études nordiques de l'Université Laval a produit plusieurs études sur les Indigènes et a formé une section de recherches amérindiennes. Dans ces conditions, il se peut que les forces de recrutement de l'*IEA* n'aient pas beaucoup prospecté le territoire du Québec. Il se peut aussi qu'il y ait quelques affaires de langue, de religion et de mentalité ; en ce qui concerne la langue, il n'appert guère que l'Association songe à être bilingue dans le sens anglais-français. Une solution réside peut-être dans la formation de cadres provinciaux et la cellule Québec pourrait utiliser le français comme langue prioritaire. Mais de telles questions d'ordre administratif ne doivent pas voiler les problèmes fondamentaux qui concernent l'orientation de l'action globale de l'Association. L'*IEA* ne doit pas cesser de réfléchir à la menace que représente une intégration trop poussée à la vie moderne pour la préservation de la personnalité des Indiens et des Esquimaux.

Louis-Edmond HAMELIN

Stage d'initiation à la recherche sur le terrain de l'Institut de géographie de l'université Laval, au Bic, Bas Saint-Laurent

L'Institut de géographie de l'université Laval a tenu son premier stage d'initiation à la recherche sur le terrain au Bic, dans le Bas Saint-Laurent, du 11 au 19 septembre 1965. Tous les étudiants réguliers de licence, et la plupart des professeurs de l'Institut ont assisté au stage ; au total il y eut 80 participants de l'Institut de géographie de Québec. Par ailleurs, messieurs Raiche et Thibodeau, du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec à Mont-Joli, ont bien voulu faire des conférences aux étudiants sur les problèmes agricoles de la région du Bas Saint-Laurent ; et monsieur Georges Potvin, professeur de géographie urbaine à l'université McMaster, a prêté sa collaboration à quelques excursions de géographie urbaine et régionale. Monsieur André Cailleux, professeur de géologie à la Sorbonne et professeur invité à l'université Laval au cours de l'année académique 1965-1966, a également participé au stage. Monsieur Cailleux a